

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	279
CABINET DU PREFET	279
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>279</i>
EXAMEN DE SECOURISME - CERTIFICAT DE FORMATION AUX ACTIVITÉS DE PREMIERS SECOURS EN EQUIPE DU VENDREDI 30 DÉCEMBRE 2005 - PROCES-VERBAL N° 48	279
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	279
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>279</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DÉRIVATION DES CAPTAGES DE PARIVAUX PAR LA COMMUNE DE GORCY B) D'ÉTABLISSEMENT DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRÉLEVÉE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	279
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE MOUTROT	283
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>285</i>
ARRÊTÉ MODIFIANT L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE	285
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	286
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>286</i>
AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 1/54	286
AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 2/54	286
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	286
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>286</i>
ARRÊTÉ DE CRÉATION DE RÉGIE DE RECETTES DE L'ÉTAT AUPRÈS DU SERVICE INTERCOMMUNAL DE POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY	286
ARRÊTÉ DE NOMINATION D'UN RÉGISSEUR D'ÉTAT AUPRÈS DU SERVICE INTERCOMMUNAL DE POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY	287
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	287
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	287
ARRETE N° 9 DU 06 FÉVRIER 2006 PORTANT NOMINATION À LA CONFÉRENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD	287
ARRETE N° 11 EN DATE DU 03 FÉVRIER 2006 RAPPORTANT LES ARRÊTÉS N°93-265 DU 26 MAI 1993; N°93-335 DU 24 JUIN 1993; 11 JUILLET 2000; 11 AVRIL 2000; ET 08 FÉVRIER 2002 FIXANT LES PÉRIODES DE DÉPÔT DES DEMANDES D'AUTORISATIONS EN RÉGION LORRAINE	287
<i>SERVICE ACTIONS ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>288</i>
ARRÊTÉ N° 9 DU 15 FÉVRIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	288
ARRÊTÉ N° 15 DU 15 FÉVRIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEV	288
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	289
<i>SERVICE ACTIONS ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>289</i>
ARRETE DDASS/AES DU 3 FÉVRIER 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - POUR RÉGULARISATION - AUTORISATION N° 54-05	289
TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « PHARMACIE BIBLOT » A VANDOEUVRE-LES-NANCY - LICENCE N° 520	290
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT	290
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	290
<i>SERVICE AMENAGEMENT FONCIER</i>	<i>301</i>
ARRETE PREFECTORAL 05/488/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE PONT A MOUSSON	301
ARRETE PREFECTORAL 05/574/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE THELOD	302
ARRETE PREFECTORAL 05/575/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE THUMEREVILLE	304
ARRETE PREFECTORAL 05/576/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE PIERRE LA TREICHE	305
ARRETE PREFECTORAL 05/577/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BECHAMPS	306
ARRETE PREFECTORAL 05/578/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE ET FORESTIERE DE TRONDES	308
ARRETE PREFECTORAL 05/579/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE FLEVILLE LIXIERES	309
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	311
<i>CABINET</i>	<i>311</i>
ARRÊTÉ N° 2006/001/DDE/CAB PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ DE L'EXPLOITATION DE LA LIGNE N° 1 (SECTEUR GUIDÉ DE VANDOEUVRE/VÉLODROME À SAINT-MAX/PLACE BARROIS ET SECTEUR GUIDÉ DE ROOSEVELT/MOUZIMPRÉ À ESSEY-LES-NANCY) DU TRAMWAY SUR PNEUS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND NANCY	311
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>311</i>
ARRETE 2006/DDE/001/CDER PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA POLICE SUR L'AUTOROUTE A. 31 CONCÉDÉE EN MEURTHE-ET- MOSELLE SUR LA SECTION TOUL - DIJON	311
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	<i>314</i>
ARRETE N° 06 DE 001 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE D'AVILLERS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	314
ARRETE N° 06 DE 002 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE XIVRY-CIRCOURT EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	315
AVIS	315

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	315
AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES	315
AFFAIRES DEPARTEMENTALES.....	317
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE	317
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE	320
RESEAU FERRE DE FRANCE	320
DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	320
DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	321
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	321
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	321
ARRETE S.G.A.R. N° 2006-49 EN DATE DU 27 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST	321
ARRETES INTERPREFECTORAUX	322
ARRÊTÉ INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHÉSION DES COMMUNES DE BECHAMPS ET MARS-LA-TOUR AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU SOIRON.....	322

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

EXAMEN DE SECOURISME - CERTIFICAT DE FORMATION AUX ACTIVITÉS DE PREMIERS SECOURS EN EQUIPE DU VENDREDI 30 DÉCEMBRE 2005 - PROCES-VERBAL N° 48

11 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BAUCHE	JEREMY	20/02/1988	TOUL
CAPINERI TOSETTI	RICHARD	07/09/1984	NEUVES MAISONS
DEGRANGE	PAUL	05/11/1989	VILLERS LES NANCY
DIDIER	KATIA	02/05/1979	JARVILLE LA MALGRANGE
FRANCOIS	ANNE	17/01/1983	NANCY
GOVEROU	ADRIEN	01/12/1988	PULNOY
LE QUILLEC	ANNE CLAIRE	10/05/1979	VANDOEUVRE LES NANCY
LEGRAND	PHILIPPE	18/06/1973	LIVERDUN
PARIS	VIRGINIE	11/01/1988	CHALIGNY
PINTO	AMANDINE	07/05/1984	VANDOEUVRE LES NANCY
REMY	HELENE	19/06/1956	VARANGEVILLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DÉRIVATION DES CAPTAGES DE PARIVAUX PAR LA COMMUNE DE GORCY

B) D'ÉTABLISSEMENT DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRÉLEVÉE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PRÉFET DE MEURTHE & MOSELLE,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 31/07/2001 ;

VU la délibération du conseil municipal de Gorcy du 20/11/1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de PARIVAUX à COSNES-ET-ROMAIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 18/04/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de PARIVAUX à COSNES-ET-ROMAIN par la commune de GORCY en communes de Cosnes-et-Romain et Gorcy

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de COSNES-ET-ROMAIN ET GORCY

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête d'utilité publique ;
 VU l'avis favorable du 18 octobre 2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de l'enquête d'utilité publique ;
 VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 02/12/2005
CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de GORCY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation de sources par les captages DE PARIVAUX à COSNES-ET-ROMAIN
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à COSNES-ET-ROMAIN et GORCY
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage. La situation des ouvrages situées sur la commune de Cosnes-et-Romain est précisée ci-après

Appellation	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
			X =	Y =	
Fontaine de Parivaux	B4-44	0089-8x-0054	842956	2508503	280 m
Nouveaux Captages Aval	B3-51	0089-8x-0050	843005	2508142	285 m
Nouveaux Captages Amont	B3-52	0089-8x-0063	843035	2508102	285 m
Ancien Captage n°1	B3-28	0089-8x-0021	843345	2508022	295 m
Ancien Captage n°2	B3-27	0089-8x-0052	843265	2507972	295 m
Ancien Captage n°3	B3-26- B3-29	0089-8x-0053	843255	2508052	295 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 160 000 m³/an.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Nom	Commune	Parcelles	Lieu-dit	Surface
Réservoir de Parivaux	Gorcy	AH 29	Fond de Parivaux	2 a 30 ca
La Fontaine de Parivaux	Cosnes-et-Romain	B4-44 pp	Blanche Haye	5 a 17 ca
Nouveaux Captages Aval	Cosnes-et-Romain	B3-51 pp	Parivaux	7 a 94 ca
Nouveaux Captages Amont	Cosnes-et-Romain	B3-52 pp	Parivaux	6 a 84 ca
Ancien Captage N°1	Cosnes-et-Romain	B3-28	Parivaux	4 a 69 ca
		B3-29 pp	Parivaux	1 a 96 ca
		B3-25 pp	Parivaux	2 a 12 ca
Ancien captage N°2	Cosnes-et-Romain	B3-27 pp	Parivaux	2 a 89 ca
		B3-53 pp	Parivaux	63 ca
		B3-24 pp	Parivaux	20 ca
		AL 49	Le Sud de Parivaux	25 ca
Ancien captage N°3	Cosnes-et-Romain	B3-29 pp	Parivaux	5a 14 ca
		B3-26	Parivaux	21 a 39 ca

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 165 ha 04 a 72 ca environ, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieudit	N° de parcelles
COSNES-ET-ROMAIN	AH	Le Fond de Gorcy	9
		Devant le Haut de Gorcy	154
		Près le Chemin	155
		Au Chemin des Culettes	158 ; 161 à 169 ; 171 ; 172 ; 236 ; 245 à 251
		Les Courtes du Sentier de Par	173 à 181
		Au Dessus du Petit Bois	182 ; 183
		Croix Bernard Pareille	184 à 187
		A Travers Le Chemin de Gorcy	188 ; 190 à 201
		Le Long Du Petit Bois	202 à 208
		Au Dessus de Parivaux	209 à 212
		Sous La Côte de Gorcy	213 à 231
		Devant Le Bois le Pré	232 ; 233
	AL	La Pièce des Maîtres	47 ; 48
		Le Sud de Parivaux	49 à 51 ; 115
		Au Dessus du Pré Alexandre	52 ; 116
	B3	Parivaux	24 à 30 ; 38 ; 51 à 53 ;
	B4	Blanche Haye	33 pp ; 44 pp ; 45
		Parivaux	35 ; 37 pp ; 46 ; 47
	ZA	Devant les Arpents	10 à 14
		Au Dessus du Pré Alexandre	15 ; 16
		Le Pré Alexandre	17
GORCY	A2	Bois Gérard	5 pp
		La Fosse Cascard	6
	AH	Fond de Parivaux	29 à 32

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend, conformément au plan annexé, sur une surface 290 ha environ sur le territoire de Cosnes-et-Romain.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètres de protection immédiate**

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate devront être régulièrement entretenues. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- *en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*
 - ❑ les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
 - ❑ les sondages et forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 2 et à moins de 200 m des captages,
 - ❑ l'ouverture et l'exploitation de carrières,
 - ❑ l'ouverture de mares et étangs.
- *Sont interdits les stockages et dépôts :*
 - ❑ d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - ❑ de produits chimiques, de liquides inflammables, de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers),
 - ❑ d'effluents industriels,
 - ❑ d'effluents domestiques collectifs,
 - ❑ le stockage d'hydrocarbures à moins de 400 m des captages,
 - ❑ station d'épuration,
 - ❑ bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- *Sont interdites les canalisations :*
 - ❑ d'eaux usées domestiques collectives,
 - ❑ d'eaux usées industrielles,
 - ❑ d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.
- *Sont interdits les rejets liquides :*
 - ❑ d'eaux usées domestiques ou industrielles,
 - ❑ d'effluents agricoles,
 - ❑ d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
 - ❑ de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.
- *Sont interdites les constructions :*
 - ❑ toute construction de quelque nature qu'elle soit à moins de 400 m des captages,
 - ❑ les bassins de rétention d'eaux pluviales.
- *En ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :*
 - ❑ le drainage agricole,
 - ❑ le maraîchage, les serres et pépinières,
 - ❑ les abreuvoirs, abris d'animaux à moins de 300 mètres des captages.
 - ❑ l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration,
 - ❑ le retournement des prairies permanentes sauf pour réensemencement immédiat.
- *en ce qui concerne les activités forestières :*
 - ❑ les défrichements,
 - ❑ les aires de débardage, de stockage et de traitement du bois à moins de 300 mètres des captages.
 - ❑ l'utilisation de pesticides à moins de 300 m des captages sauf cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé.

- le traitement par herbicides des accotements des voies de communication terrestre et des zones de servitudes des ouvrages linéaires notamment ceux de transport d'énergie,

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- en ce qui concerne les travaux souterrains :
 - ❑ les sondages et forages de reconnaissance au delà de 200 m des captages seront soumis à autorisation ; ils seront étanches dans toute la traversée des formations calcaires jusqu'aux Marnes micacées. Tout sondage qui n'aurait pas pour finalité la reconnaissance ou la surveillance de l'aquifère sera intégralement cimenté après usage,
 - ❑ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur, hors travaux de fondations de moins de 6 mois, est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
 - ❑ Le remblaiement d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières.
- en ce qui concerne les constructions :
 - ❑ au delà de 400 m des captages, les constructions ou installations produisant des eaux usées (dont les installations de camping, caravaning) devront être raccordées à un réseau public d'assainissement.
 - ❑ Les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrières et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux pluviales.
- en ce qui concerne les activités agricoles :
 - ❑ le pacage des animaux sera limité à un chargement permettant le maintien d'un couvert végétal permanent.
- en ce qui concerne les activités forestières :
 - ❑ Les coupes à blanc seront limitées à moins de deux ha par année dans les périmètres et seront remplacées par des coupes de régénération progressive,

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

- en ce qui concerne les travaux souterrains :
 - ❑ les puits, forages ou captages non destinés à la consommation humaine captant le même aquifère d'une profondeur supérieure à 5 m auront un débit maximal de 5 m³/h.
 - ❑ les sondages et forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 5 m devront être rendus étanches au droit de l'aquifère.
 - ❑ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations mettant la roche à nu sur une durée de plus de 6 mois, devra s'accompagner de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
 - ❑ le remblaiement d'excavations de plus de 2 m sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières,
 - ❑ l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs exigera au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définira les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles.
- en ce qui concerne les stockages et dépôts :
 - ❑ les stockages et dépôts de produits polluants, de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires couvertes.
 - ❑ les stockages et dépôts d'eaux usées industrielles ou urbaines seront réalisés dans des bassins étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant mise en service des ouvrages. Un contrôle technique de l'étanchéité sera réalisé tous les cinq ans.
 - ❑ les stockages de produits polluants liquides (hydrocarbures, produits phytosanitaires, fertilisants,...), seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage. Ces stockages et rétention seront isolés des eaux pluviales,
 - ❑ les stations d'épuration, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches ; la surverse sera acheminée par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne, en respectant les autorisations de rejet.
- en ce qui concerne les canalisations :
 - ❑ les canalisations de produits polluants seront étanches
- en ce qui concerne les rejets liquides :
 - ❑ les rejets d'eaux usées préalablement traitées seront soumis à autorisation. Le service chargé de la police de l'eau autorisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle
 - ❑ les eaux pluviales infiltrées passeront préalablement à leur infiltration dans un débouleur déshuileur dimensionné selon les besoins.
- en ce qui concerne les constructions :
 - ❑ les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrières et imperméabiliser les fossés d'évacuation d'eaux pluviales jusqu'au ruisseau
 - ❑ le traitement des accotements des voies de communications utilisera d'autres moyens que les herbicides chimiques.
- en ce qui concerne les activités agricoles :
 - ❑ le pacage des animaux sera limité à un chargement permettant le maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- mise en place des clôtures autour des périmètres de protection immédiate
- fermeture de l'accès à la station de chloration
- établissement d'un plan de sécurité en cas de pollution accidentelle liée à la route

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 -

Le maire de la commune de Gorcy est autorisé à acquérir, soit à l'amiable soit par voie d'expropriation, en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate définis à l'article 7-1 du présent arrêté.

L'expropriation des terrains devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Gorcy et Cosnes-et-Romain sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 14 - Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de GORCY est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**ARTICLE 15- Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

ARTICLE 16- Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

ARTICLE 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 18-**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de BRIEY, MM. les maires des communes de GORCY ET COSNES-ET-ROMAIN, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES
DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE MOUTROT**

LE PRÉFET DE MEURTHE & MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU l'article 35 de la loi 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU le projet déposé le 29 juillet 2005 par Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Bouvade, relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à MOUTROT et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à MOUTROT ;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°), 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexée au décret 93-743 susvisé et relève du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes des systèmes d'assainissement de la commune de MOUTROT (construction d'une station d'épuration des eaux usées à MOUTROT) au titre du code de l'environnement ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 novembre 2005 au 26 novembre 2005 en communes de MOUTROT et BICQUELEY ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 6 décembre 2005 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 5 janvier 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 18 janvier 2006 ;

SUR proposition e M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1 - OBJET**

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Bouvade est autorisé à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur le territoire de MOUTROT et une station d'épuration des eaux usées à MOUTROT dans les conditions du présent arrêté.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

2.2.0. (1°) - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 25% du débit - Autorisation ;

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieure à 12 kg de DBO₅, mais inférieure à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur réseaux d'égouts destinés à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration.

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande d'autorisation moyennant les prescriptions ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 300 équivalents-habitants sur le territoire de MOUTROT, en rive droite du Ruisseau de POISSON.
L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur supports fins (filtres plantés de roseaux), la filière comprenant successivement :
 - . un prétraitement sommaire : panier de dégrillage ;
 - . un poste de relèvement vers le premier étage ;
 - . le premier étage de macrophytes composé de 3 casiers de 150 m² chacun ;
 - . un poste d'injection vers le second étage ;
 - . le second filtre de macrophytes composé de 3 casiers de 100 m² chacun ;
 - . la canalisation de rejet vers le ruisseau de Poisson
- l'aménagement de déversoirs d'orage et d'un poste de refoulement sur les réseaux d'égouts :

Déversoir d'orage	Nombre d'EH raccordés	Flux polluant	Rejet des eaux surversées
DO 1	230 EH	13,8 Kg DBO ₅ /j	Ruisseau de Poisson
DO 2	70 EH	4,2 Kg DBO ₅ /j	Ruisseau de Poisson

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire de l'autorisation devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, dans un délai de 1 an avant le curage des boues, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.
4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux stations de refoulement mises en place sur le réseau ; les stations de refoulement doivent être conçues pour éviter les fuites vers le milieu naturel.
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
MES	90 %	35 mg/l
NH ₄ ⁺	80 %	10 mg/l

Le rendement en microbiologie, *Escherichia coli* et entérocoques, sera de 99% (soit un abattement de 2 unités log).

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

6. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, l'entretien des filtres sera réalisé par désherbage manuel et fauchage, l'emploi de produits phytosanitaires étant proscrit.
7. Les prescriptions relatives au contrôle des rejets à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
La station sera équipée d'un dispositif de mesure de débit en entrée et en sortie de traitement.
8. Les prescriptions relatives à l'auto-surveillance à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Débit	PH	DBO ₅	DCO	NH ₄ ⁺	MES	Microbiologie
Fréquence annuelle des mesures	2	2	2	2	2	2	2

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau et à la DDASS tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure d'autorisation.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

- M. Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- M. le Sous-Préfet de TOUL,

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Bouvade,
 - MM. les Maires des communes MOUTROT et BICQUELEY,
 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de MOUTROT et BICQUELEY.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

- Madame la Directrice Départementale des Affaires sanitaires et Sociales,
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
 - Monsieur le Directeur régional de l'Environnement de Lorraine,
 - Monsieur le chef de la brigade départementale des gardes pêches du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 13 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

L'arrêté du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté est consultable en préfecture - DDDPII.

QUATRIEME BUREAU

ARRÊTÉ MODIFIANT L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
 VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
 VU la loi n° 85-1098 du 11 décembre 1985 modifiée, relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1993 portant organisation de la préfecture modifié en dernier lieu par l'arrêté du 2 décembre 2005 ;
 VU l'avis du comité technique paritaire local réuni le 8 février 2006 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} avril 2006, l'article premier de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit dans son paragraphe C relatif à la direction du développement durable et des politiques interministérielles :

1°) *inchangé*

2°) *inchangé*

3°) Trois bureaux sont placés sous l'autorité du directeur du développement durable et des politiques interministérielles

4°) *inchangé*

5°) *inchangé*

6°) *inchangé*

7°) **Le bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières est créé.** Il a pour attributions :

Management des services déconcentrés, programmation et finances de l'Etat

.Relations entre le préfet et les chefs de services déconcentrés

.Management et suivi de la LOLF - Contrôle de gestion interministériel

.Réforme de l'Etat

.Collège des chefs de service

.Suivi de la mise en œuvre du PASSED

.Délégations de signature

.Rapport d'activités des services

.Instruction et suivi des dossiers financés par le FNADT et les fonds européens (FEDER, FEOGA)

.Suivi financier des contrats territoriaux

.Affectation, engagement, mandatement et gestion comptable des dépenses de l'Etat

.Conseil aux gestionnaires, relation avec les comptables

.Emission et gestion comptable des titres de perception de l'Etat

Pôle juridique

Coordination de l'action des services de l'Etat

.Préparation des pré-CAR, CAR et collège des préfets

.Suivi d'exécution du contrat de plan au niveau départemental

.Organisation et modernisation des services publics

.Commission départementale de la présence postale territoriale

.Immobilier de l'Etat - cité administrative

.Gestion du domaine public et privé de l'Etat

.Suivi de la mise en signature des courriers des services déconcentrés

Commande publique interministérielle

.Engagement et suivi des marchés publics de l'Etat

.Préparation et suivi des commandes publiques mutualisées

.Délégations de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés

8°) *supprimé.*

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les directeurs et chefs de bureaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il en sera dressé ampliation à M. le trésorier payeur général, M. l'inspecteur d'académie et Mmes et MM. les chefs des services déconcentrés de l'Etat.

NANCY, le 27 février 2006

Le Préfet,
 Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 1/54

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité, notamment les articles 22 et 23 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2002-616 du 26 avril 2002 pris en application des articles L335-6 du code de l'éducation et L900-1 du code du travail, relatif au répertoire national des certifications professionnelles;

Vu le décret n°2002-617 du 26 avril 2002 relatif à la commission nationale des certifications professionnelles;

Vu la demande présentée par monsieur Albert LACAVE, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une agence de recherches privées, qu'il exploite à NANCY, 2bis rue de Mars la Tour, en nom propre;

Vu les documents annexés à sa demande justifiant de l'exercice de l'activité depuis le 6 avril 1998;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Monsieur Albert LACAVE est agréé pour exercer des activités de recherches privées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Monsieur le secrétaire général, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Albert LACAVE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 2/54

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité, notamment les articles 22 et 23 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2002-616 du 26 avril 2002 pris en application des articles L335-6 du code de l'éducation et L900-1 du code du travail, relatif au répertoire national des certifications professionnelles;

Vu le décret n°2002-617 du 26 avril 2002 relatif à la commission nationale des certifications professionnelles;

Vu la demande présentée par monsieur Mohamed TAMI, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une agence de recherches privées, 17 rue Bellevue Bonair à MONT SAINT MARTIN en nom propre;

Vu l'avis du 25 janvier 2006 de M. le commissaire de police, chef du district de Meurthe-et-Moselle nord à LONGWY;

Vu les documents annexés à la demande;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Monsieur Mohamed TAMI est agréé pour exercer des activités de recherches privées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 - Monsieur le secrétaire général, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Mohamed TAMI et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Chef du Bureau des Réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

DEUXIEME BUREAU

ARRÊTÉ DE CRÉATION DE RÉGIE DE RECETTES DE L'ÉTAT AUPRÈS DU SERVICE INTERCOMMUNAL
DE POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié, habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 19 janvier 2006 du président de la communauté de communes du bassin de Pompey, demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 7 février 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Il est institué auprès du service intercommunal de police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey, une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 - Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

ARTICLE 3 - Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de MAXÉVILLE.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du bassin de Pompey et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRÊTÉ DE NOMINATION D'UN RÉGISSEUR D'ÉTAT AUPRÈS DU SERVICE INTERCOMMUNAL DE POLICE MUNICIPALE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2001, relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU la lettre du 19 janvier 2006 du président de la communauté de communes du bassin de Pompey, proposant la nomination de M. Jean-Michel BURLET en qualité de régisseur titulaire et de M. Eddy LASCAUX-PERILLEUX en qualité de suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 7 février 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès du service intercommunal de police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Jean-Michel BURLET, chef de service de police municipale, responsable du service de police intercommunal, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 - M. Jean-Michel BURLET sera dispensé de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - M. Eddy LASCAUX-PERILLEUX, brigadier chef de police, est nommé régisseur suppléant.

ARTICLE 4 - Les autres policiers municipaux de la brigade intercommunale sont désignés mandataires.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du bassin de Pompey et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

NANCY, le 7 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRETE N° 9 DU 06 FÉVRIER 2006 PORTANT NOMINATION À LA CONFÉRENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

VU l'arrêté n° 17 en date du 22 novembre 2005 fixant la composition de la conférence sanitaire du Territoire Lorraine Nord, modifié

Considérant la proposition de nomination présentée par Alliance Maladies Rares

A R R E T E

Article 1^{er} : Est nommée à la conférence sanitaire du territoire nord :

- au titre de représentants des usagers :
- madame Marianne RIVIERE, Alliance Maladies Rares, responsable de l'association Française du Lupus

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Moselle.

Jacques SANS

**ARRETE N° 11 EN DATE DU 03 FÉVRIER 2006 RAPPORTANT LES ARRÊTÉS N°93-265 DU 26 MAI 1993; N°93-335 DU 24 JUIN 1993;
11 JUILLET 2000; 11 AVRIL 2000; ET 08 FÉVRIER 2002
FIXANT LES PÉRIODES DE DÉPÔT DES DEMANDES D'AUTORISATIONS EN RÉGION LORRAINE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 6122-1et suivants; R 6122-25 et suivants;

Considérant l'ensemble des actions à conduire du fait de l'entrée en vigueur du nouveau régime juridique des autorisations à la date de publication du SROS III, et notamment la publication du bilan quantifié de l'offre de soins préalable à l'ouverture des périodes de dépôt;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est mis fin à l'ensemble des périodes de dépôt des demandes d'autorisations définies en région Lorraine par les arrêtés 93-265 du 26 mai 1993; n° 93-335 du 24 juin 1993 ; 11 juillet 2000; 11 avril 2001 et du 08 février 2002.

Article 2 : De nouvelles périodes de dépôt seront fixées dans le courant de l'exercice 2006 à raison de deux périodes de deux mois minimum conformément à la réglementation en vigueur (article R 6 122-29 du code de la santé publique).

Article 3 : Le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ; la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine ; les directrices départementales des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle ; Meuse ; Moselle et Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Lorraine et des préfectures des départements de Meurthe et Moselle ; Meuse ; Moselle et Vosges.

Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRÊTÉ N° 9 DU 15 FÉVRIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 8 du 20 mai 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE,

VU la correspondance de Monsieur JP LATZER, Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé, en date du 28 octobre 2005, relative aux remplacements de :

- Monsieur APOURCHAUX, représentant des personnels titulaires, et proposant la candidature de Madame STOCARD Ghislaine,
 - Madame JACQUEMIN, représentant le syndicat FO, et proposant la candidature de Monsieur ANTONY Christophe,
- et la correspondance en date du 14 novembre 2005, proposant la candidature de Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant Familles Rurales, comme 3^{ème} représentant des usagers.

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} - : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

1 Cinq représentants des communes concernées

Monsieur Jean-Marie HOSTERT, maire de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Christian HUSSON, conseiller municipal, représentant la commune de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
Madame Monique ROCH, maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Bernard MULLER, représentant la commune de BADONVILLER, fin du mandat en mars 2007.

2 Un représentant du département désigné par le conseil général

Monsieur Alain GERARD, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

3 Le président et le vice-président de la CME

Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, médecin, Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007 ;
Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, Vice Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007.

4 Un autre membre de la CME

Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin, fin du mandat en octobre 2007.

5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Mademoiselle Monique MILLER, cadre supérieur de santé, fin du mandat en décembre 2008.

6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint administratif principal, représentant le syndicat FO, en remplacement de Monsieur Pascal APOURCHAUX, fin du mandat en novembre 2008,
Monsieur Christophe ANTONY, OPS, représentant le syndicat FO, en remplacement de Madame Thérèse JACQUEMIN, fin du mandat en novembre 2008.

7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Madame Marie-Madeleine BOOG, fin du mandat en février 2008
Monsieur le Docteur René THOMAS, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2008
Madame Danièle TEPINIER, fin du mandat en février 2008

8 Deux représentants des usagers

Madame Jacqueline THIERY, Présidente du service de soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR, fin du mandat en février 2008
Monsieur René CHATELAIN, représentant l'UDAF, fin du mandat en février 2008,
Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant Familles Rurales, fin du mandat en janvier 2007.

Article 2 - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 8 du 20 mai 2005.

Article 3 - : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 février 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRÊTÉ N° 15 DU 15 FÉVRIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 14 du 11 février 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY ;

VU Le renouvellement des mandats des personnes qualifiées :

- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier
- Madame Geneviève VIBERT ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration

Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007.

2 Trois représentants du conseil municipal

Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007,
Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007.

3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée

Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2007,
Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2007.

4 Un représentant du conseil général

Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

5 Un représentant du conseil régional

Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.

6 Le président et le vice-président de la CME

Président : Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, fin du mandat en avril 2007,
Vice-Président : Monsieur Karim BELKACEM, Pharmacien Chef de Service, fin du mandat en avril 2007.

7 Deux autres membres de la CME

Monsieur le Docteur Stanislas LUCAS, chirurgien - chef de service, fin du mandat en avril 2007,
Monsieur le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, fin du mandat en avril 2007.

8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Monsieur Daniel BAUCHIERO, cadre manipulateur radio, en remplacement de Monsieur Gérard POLEGATO, fin du mandat en 5 juin 2006.

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2009.

11 Deux représentants des usagers

Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat en juin 2007.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 11 février 2005.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 février 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS/AES DU 3 FÉVRIER 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - POUR RÉGULARISATION - AUTORISATION N° 54-05

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur,

VU le livre II de la 6ème partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté modifié du 11 août 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY sous le numéro 54-05 ;

VU le dossier, présenté par Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT, de la cessation des fonctions de directeur dudit laboratoire de Madame Christine MESSEZ à compter du 8 février 2002 ;

VU la réinscription de Madame Dominique METAIZEAU-PETIT en qualité de directeur dudit laboratoire à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 11 août 1977, portant autorisation de fonctionnement, sous le numéro 54-05, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54000 NANCY - 2, rue de la Commanderie est modifié comme suit :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale
2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY

exploité au sein de la S.E.L.A.R.L. LABM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT
dont le siège social est situé 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY

Directeurs :

Monsieur BARTHEL Michel, Pharmacien biologiste,

Pour des actes de :

- BIOCHIMIE, IMMUNOLOGIE, BACTERIOLOGIE, PARASITOLOGIE, HEMATOLOGIE et MYCOLOGIE,

Madame Dominique METAIZEAU-PETIT, Pharmacien biologiste,

Pour des actes de :

- BIOCHIMIE, IMMUNOLOGIE, BACTERIOLOGIE, PARASITOLOGIE, HEMATOLOGIE et MYCOLOGIE,

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BARTHEL Michel,

- Madame Dominique METAIZEAU-PETIT,

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- Madame le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,

- Monsieur le Maire de NANCY,

- Madame le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

Jean-François LHUILLIER

TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « PHARMACIE BIBLOT » A VANDOEUVRE-LES-NANCY - LICENCE N° 520**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la demande présentée par la **SELARL Pharmacie BIBLOT** représentée par **Monsieur Jean-Michel BIBLOT**, docteur en pharmacie, tendant au transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie BIBLOT » du 10 avenue des Jonquilles à 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY au 2 rue de Norvège à 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 21 octobre 2005 ;

VU l'avis favorable émis le 8 décembre 2005 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine;

VU l'avis favorable émis le 12 décembre 2005 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis le 28 décembre 2005 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie, estimant que l'officine répondra aux conditions minimales d'installation prévues par les articles R 5125-9 à R 5125-11 du code de la Santé Publique, sous réserve de préciser :

➤ les mesures prises pour garantir le contrôle d'accès à l'ensemble des locaux de la pharmacie, notamment au niveau du sas de livraison et du local volatils (fermeture des portes) ;

➤ si le local annexe en attente d'aménagement est un espace clos avec, comme seul accès, le dégagement interne à la pharmacie, et s'il est destiné au stockage des médicaments ;

➤ les conditions de conservation des médicaments thermosensibles (température comprise entre 8° et 25 °C) ;

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 21 octobre 2005 ;

CONSIDERANT :

- que la localisation choisie pour l'officine transférée, par rapport à l'adresse initiale, ne modifie pas significativement la desserte des quartiers de la commune ; il s'agit d'un transfert de proximité, à 300 mètres dans le même quartier ;

- que les locaux actuels sont vétustes, mal adaptés à l'exercice professionnel et ne permettent pas de les réaménager de façon à respecter les normes en vigueur ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La demande présentée par la **SELARL Pharmacie BIBLOT** représentée par **Monsieur Jean-Michel BIBLOT**, en vue d'obtenir une licence pour le transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie BIBLOT », du 10 rue des Jonquilles à 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY au 2 rue de Norvège à 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY, est acceptée ; la nouvelle licence est enregistrée sous le numéro 520.

ARTICLE 2 : Cet arrêté annule et remplace la licence n° 428 du 15 décembre 1981 accordée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur Jean-Michel BIBLOT ;

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;

- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/09/2005 par **Mrs et Mme BOURDON, associés du GAEC de l'Avenue à DROUVILLE concernant 42,53 ha situés à GELLENONCOURT - DROUVILLE - GELLENONCOURT - MAIXE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de Monsieur Cédric LAURENT, associé du GAEC du TAHON
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT le niveau comparable des unités SCOP par UMO des deux GAEC précités

D E C I D E**ARTICLE 1^{er} :**

Mrs et Mme BOURDON sont autorisés à exploiter 42,53 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mrs et Mme BOURDON.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mrs et Mme BOURDON, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELLENONCOURT - DROUVILLE - GELLENONCOURT - MAIXE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/09/2005 par **Messieurs RENAUDIN à REMEREVILLE concernant 5,04 ha situés à MAIXE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1^{er} :**

Messieurs RENAUDIN sont autorisés à exploiter 5,04 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs RENAUDIN.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs RENAUDIN, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAIXE pour affichage.
NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/11/2005 par Monsieur SIETZEN Eric à MAIXE concernant 4,15 ha situés à MAIXE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur SIETZEN Eric est autorisé à exploiter 4,15 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SIETZEN Eric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIETZEN Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAIXE pour affichage.
NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/12/2005 par **Messieurs LHUILLIER et ADAM à DROUVILLE concernant 5,28 ha situés à MAIXE - DROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à l'installation récente de Mr ADAM Denis.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Messieurs LHUILLIER et ADAM sont autorisés à exploiter 5,28 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs LHUILLIER et ADAM.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LHUILLIER et ADAM, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAIXE - DROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2005 par **Monsieur LAURENT Cédric, associé du GAEC du THAON à DROUVILLE concernant 47,57 ha situés à DROUVILLE - MAIXE - GELLENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en prévision de l'installation de Mr Gautier LAURENT en 2007.**

VU la demande concurrente de Messieurs BOURDON, membres associés du GAEC de l'AVENUE

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT le délai supérieur à 18 mois entre le dépôt de la présente demande et le projet d'installation de Monsieur Gautier LAURENT

CONSIDERANT le niveau comparable des unités SCOP par UMO des deux GAEC précités

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur LAURENT Cédric est autorisé à exploiter 47,57 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LAURENT Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LAURENT Cédric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DROUVILLE - MAIXE - GELLENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/10/2005 par **Monsieur JEANJEAN Guy à REHERREY concernant 12,03 ha situés à GELACOURT - AZERAILLES - BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JEANJEAN Guy est autorisé à exploiter 12,03 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANJEAN Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANJEAN Guy, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELACOURT - AZERAILLES - BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/10/2005 par **Monsieur AUBRY Didier à REHERREY concernant 27,9 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de l'EARL THOUVENIN, non soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur AUBRY Didier est autorisé partiellement à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée à l'exception des parcelles désignées ci dessous :

Commune d' AZERAILLES : ZC 47 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 129 - 130
Commune de GELACOURT : A 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 357 - 358 - 359 - 360
ZA 6 - 7 - 22 - 23
Commune de BROUVILLE : D 612 - 613 - 615 - 616 - 642

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur AUBRY Didier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur AUBRY Didier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AZERAILLES de BROUVILLE et de GELACOURT pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/11/2005 par Monsieur CLAUDON Romuald à BROUVILLE concernant 3,80 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur CLAUDON Romuald est autorisé à exploiter 3,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLAUDON Romuald.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLAUDON Romuald, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/11/2005 par **Monsieur COLIN Xavier à BARBAS concernant 4,78 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur COLIN Xavier est autorisé à exploiter 4,78 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Xavier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Xavier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/11/2005 par **Monsieur COLIN Philippe à BROUVILLE concernant 5,09 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur COLIN Philippe est autorisé à exploiter 5,09 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/12/2005 par **Monsieur CLAUDON Philippe à BROUVILLE concernant 0,76 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant la reprise suite au départ en retraite de Mrs HOUILLON.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur CLAUDON Philippe est autorisé à exploiter 0,76 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLAUDON Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLAUDON Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/01/2006 par **Monsieur DUFOUR François à BROUVILLE concernant 7,05 ha situés à BROUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec le projet d'installer un fils.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur DUFOUR François est autorisé à exploiter 7,05 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUFOUR François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUFOUR François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/01/2006 par Monsieur HELLUY Damien à BARBAS concernant 1,64 ha situés à CIREY SUR VEZOUZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur HELLUY Damien est autorisé à exploiter 1,64 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HELLUY Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HELLUY Damien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CIREY SUR VEZOUZE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/12/2005 par Monsieur MARIN Jean Paul à REHAINVILLER concernant 2,4533 ha situés à XERMAMENIL : la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur MARIN Jean Paul est autorisé à exploiter 2,4533 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARIN Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARIN Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/12/2005 par Monsieur BEAUCOURT Nicolas à AINGERAY concernant 8,45 ha situés à TOUL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur BEAUCOURT Nicolas est autorisé à exploiter 8,45 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAUCOURT Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEAUCOURT Nicolas, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TOUL pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/11/2005 par **Monsieur BASTIEN Jean Marc à VIGNEULLES concernant 4,17 ha situés à ESSEY LA COTE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DE C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BASTIEN Jean Marc est autorisé à exploiter 4,17 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASTIEN Jean Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASTIEN Jean Marc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ESSEY LA COTE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 11 janvier 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/12/2005 par **Monsieur et Madame GENIN Jean-Luc à BARISEY AU PLAIN concernant 128,89 ha situés à COLOMBEY LES BELLES - BARISEY AU PLAIN - BARISEY LA COTE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec l'embauche d'un salarié**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente après inscription au répertoire des installations
CONSIDERANT le projet d'embauche d'un CDI sur l'exploitation

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur et Madame GENIN Jean-Luc sont autorisés à exploiter 128,89 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame GENIN Jean-Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame GENIN Jean-Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES - BARISEY AU PLAIN - BARISEY LA COTE pour affichage.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE AMENAGEMENT FONCIER**ARRETE PREFECTORAL 05/488/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE PONT A MOUSSON****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU la déclaration d'utilité publique liée à l'aménagement de la route départementale N° 910 entre PONT A MOUSSON et LESMENILS du 08/10/2001 ;

VU les articles L. 123-24, R. 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de PONT A MOUSSON dans ses séances des 08/07/2005 et 19/10/2005;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 06/09/2005 au 20/09/2005, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de PONT A MOUSSON ;

VU l'avis du conseil municipal de PONT A MOUSSON sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission Communale d'Aménagement Foncier

VU l'arrêté préfectoral du 30/11/05 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de PONT A MOUSSON aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 02/11/2005 ;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E**ARTICLE 1er**

Un remembrement de la propriété foncière, avec exclusion d'emprise, est ordonné à PONT A MOUSSON

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE PONT A MOUSSON :

Section A : 93 à 311 - 313 à 381 - 393 à 395 -

Section C : 1 à 8 - 10 à 19 - 31 - 35 - 41 - 91 - 92 - 94 - 96 - 98 - 100 - 101 - 103 - 105 - 107 - 108 - 110 - 112 - 114 - 116 - 121 -

Section X : 45 à 50 - 58 - 59 - 78 - 79 - 115 - 118 - 121 - 122 - 124 - 125 - 127 - 128 - 130 - 131 - 133 - 134 - 136 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de PONT A MOUSSON est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

- * interdiction de modifier le tracé ou d'aménager sauf à le justifier avec document d'incidence à l'appui ;
- * préserver ou améliorer les ripisylves existantes ;
- * se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau
- * Les zones et prairies humides seront préservées

FOSSES

- * tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant
- * le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de PONT A MOUSSON saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, le maire de PONT A MOUSSON, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée:

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, à monsieur le directeur de l'aménagement et des grands ouvrages du Conseil Général.

NANCY, le 14 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/574/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE THELOD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de THELOD dans ses séances des 30/06/2005 et 30/05/2005;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 08/06/05 au 23/06/05, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de THELOD ;

VU l'avis du conseil municipal de THELOD, PAREY SAINT CESAIRE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de THELOD

VU l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de THELOD aura à observer pour la réalisation des travaux connexes

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/2005;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

Un remembrement de la propriété foncière est ordonné à THELOD avec extension sur GERMINY, MARTHEMONT, PAREY SAINT CESAIRE, XEUILLEY **ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE THELOD :

Section F : 2 à 50 - 53 - 54 -

Section AB : 1 à 7 - 44 à 62 - 181 à 190 - 192 à 215 - 217 à 221 - 228 à 252 - 266 partie - 268 à 376 - 378 à 390 - 392 à 425 - 427 - 429 à 435 - 453 à 475 - 477 à 519 - 521 à 553 - 555 à 558 - 560 à 562 - 566 - 567 - 579 - 580 - 583 - 584 - 586 - 587 - 590 - 591 - 594 à 599 - 612 - 664 à 666 -

Section AC : 2 à 10 - 14 à 20 -

Section ZA : 1 à 10 - 15 - 18 à 51 - 53 à 65 - 72 à 76 -

Section ZB : 1 à 7 - 9 à 38 -

Section ZC : 1 à 133 -

Section ZD : 1 à 20 - 22 à 81 -

Section ZE : 1 à 41 - 43 à 152 -

Section ZH : 2 - 3 - 5 à 15 - 17 à 25 - 27 à 40 - 43 à 45 - 51 à 59 -

TERRITOIRE DE XEUILLEY :

Section ZE : 1 - 2

TERRITOIRE DE MARTHEMONT :

Section A2 : 136 -

Section Y : 11 - 13 -

TERRITOIRE DE GERMINY :

Section ZC : 13 - 19 - 23 - 24 -

Section B2 : 798 partie - 802 partie -

Section D1 : 277 - 278 -

TERRITOIRE DE PAREY SAINT CESAIRE :

Section ZB : 13 - 14 - 22 - 23 - 24 - 86 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de THELOD est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

* interdiction de modifier le tracé

* préserver ou améliorer les ripisylves existantes

* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

* prévenir les effondrements de rives et berges, voire y remédier

* préserver les zones humides de fond de vallée

FOSSES

* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de THELOD saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, le maire de THELOD, mesdames ou messieurs les maires de GERMINY, MARTHEMONT, PAREY SAINT CESAIRE, XEUILLEY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/575/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE THUMEREVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE dans ses séances des 04/07/2005 et 13/10/2005;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 25/08/05 au 08/09/05, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE ;

VU l'avis du conseil municipal de THUMEREVILLE, BONCOURT sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de THUMEREVILLE;

VU l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/05;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E**ARTICLE 1er**

Un remembrement de la propriété foncière est ordonné à THUMEREVILLE avec extension sur ABBEVILLE LES CONFLANS, MOUAVILLE, OLLEY

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE THUMEREVILLE :**Section ZA : en totalité -****Section ZB : en totalité -****Section ZC : en totalité sauf 27 -****Section ZD : en totalité sauf 24 -****Section ZE : 1 - 2 - 6 - 7 - 11 - 15 -****Section ZH : 5 - 8 partie - 9 partie - 14 - 15 - 26 partie -****Section A : en totalité sauf 121 -****Section E : en totalité -****Section D : 1 à 3 - 55 à 61 - 63 à 69 - 144 -****TERRITOIRE DE OLLEY :****Section D : 7 partie - 8 -****TERRITOIRE D'ABBEVILLE LES CONFLANS :****Section ZH : 1 - 2 -****Section ZM : 1 à 5 -****TERRITOIRE DE MOUAVILLE :****Section ZC : 9 partie - 10 à 16 - 19 à 26 -****Section ZD : 25 - 26 - 39 à 42 - 69 à 74 -**

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

- * interdiction de modifier le tracé
- * préserver ou améliorer les ripisylves existantes
- * se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau
- * prévenir les effondrements de rives et berges, voire y remédier
- * préserver les zones humides de fond de vallée

FOSSES

- * tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant
- * le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau.

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de THUMEREVILLE, mesdames ou messieurs les maires de ABBEVILLE-LES-CONFLANS, MOUAVILLE, OLLEY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée:

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/576/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE PIERRE LA TREICHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992;

VU l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de PIERRE LA TREICHE dans ses séances des 08/07/2005 et 18/10/2005;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 05/09/05 au 19/09/05, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de PIERRE LA TREICHE;

VU l'avis du conseil municipal de PIERRE LA TREICHE sur les recommandations hydrauliques d'aménagement foncier;

VU l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de PIERRE LA TREICHE aura à observer pour la réalisation des travaux connexes.

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/2005;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

Un remembrement de la propriété foncière est ordonné à PIERRE LA TREICHE avec extension sur BICQUELEY, CHAUDENEY SUR MOSELLE

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE PIERRE LA TREICHE :

Section A : en totalité sauf 100 à 136 - 175 à 223 - 143 - 151 - 152 - 153 - 157 - 165 - 148 partie - 159 partie

Section B : en totalité sauf 135 à 141 - 255 à 298 - 160 partie - 224 partie -

Section C : 10 partie -

Section D : en totalité -

Section AB : 2 - 8 à 10 - 26 - 34 - 48 - 49 - 79 - 80 - 84 - 90 - 101 à 126 - 145 - 147 à 157 -

Section AC : 69 à 74 - 78 à 79 - 85 à 90 - 96 - 97 - 111 à 115 - 117 - 119 - 120 - 123 à 127 - 129 à 133 - 138 à 140 - 148 à 185 - 187 à 230 - 233 - 252 - 255 - 258 - 259 - 263 - 264 - 280 - 291 - 299 - 300 - 303 à 309 -

Section AD : en totalité sauf 4 à 9 - 210 à 218 -

Section AE : en totalité -

Section AH : en totalité -

TERRITOIRE DE BICQUELEY :

Section ZA : 3 - 53 -

Section ZB : 96 -

TERRITOIRE DE CHAUDENEY SUR MOSELLE :**Section ZO : 27 à 30 -****Section ZN : 40 - 41 -**

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de PIERRE LA TREICHE est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

- * interdiction de modifier le tracé
- * préserver ou améliorer les ripisylves existantes
- * se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau
- * prévenir les effondrements de rives et berges
- * les zones et prairies humides seront préservées

FOSSES

- * tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant
- * le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de PIERRE LA TREICHE saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de TOUL, le maire de PIERRE LA TREICHE, mesdames ou messieurs les maires de BICQUELEY, CHAUDENEY SUR MOSELLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/577/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BECHAMPS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS dans ses séances des 01/07/2005 et 13/10/2005 ;
VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 25/08/05 au 08/09/05, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS ;
VU l'avis du conseil municipal de BECHAMPS sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de BECHAMPS ;
VU l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/2005 ;
VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005 ;
SUR proposition de monsieur le secrétaire général ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Un remembrement de la propriété foncière est ordonné à BECHAMPS avec extension sur GONDRECOURT AIX, MOUAVILLE, BUZY DARMONT, LANHERES

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE BECHAMPS :

Section AB : en totalité -

Section AC : 10 - 14 - 17 - 22 - 24 - 26 à 33 -

Section AD : en totalité sauf 3 - 4 - 13 partie - 22 - 24 - 25 - 26 - 27 - 28 - 34 - 35 - 43 -

Section AE : 1 - 2 partie - 3 - 4 - 5 partie - 6 - 9 - 11 - 12 - 15 à 20 - 22 - 23 -

Section AH : en totalité sauf 4 - 6 - 62 - 65 - 66 partie - 67 - 68 - 69 -

Section ZA : 2 à 8 - 10 à 22 - 30 - 31 -

Section ZB : en totalité -

Section ZC : en totalité -

Section ZD : en totalité -

Section ZE : en totalité -

TERRITOIRE DE GONDRECOURT-AIX :

Section ZI : 16 - 17 - 18 -

TERRITOIRE DE MOUAVILLE :

Section ZH : 1 à 7 - 22 - 23 partie - 26 - 31 -

TERRITOIRE DE BUZY-DARMONT (MEUSE) :

Section A1 : 102 -

Section ZA : 1 à 3 - 8 à 33 - 57 - 59 -

Section ZB : 47 -

TERRITOIRE DE LANHERES (MEUSE) :

Section ZC : 16 à 18 - 20 - 21 partie - 26 partie -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dûs éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

* interdiction de modifier le tracé

* préserver ou améliorer les ripisylves existantes

* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

* prévenir les effondrements de rives et berges, voire y remédier ;

* préserver les zones humides de fond de vallée

FOSSES

* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de BECHAMPS, mesdames ou messieurs les maires de GONDRECOURT-AIX, MOUAVILLE, BUZY DARMONT, LANHERES, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée:

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/578/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE ET FORESTIERE DE TRONDES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier et forestier de TRONDES dans ses séances des 12/07/2005 et 19/10/2005;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 05/09/2005 au 19/09/2005, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de TRONDES ;

VU l'avis du Conseil Municipal de TRONDES sur les recommandations hydrauliques proposées par la commission communale d'aménagement foncier et forestier de TRONDES ;

VU l'arrêté du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier et forestier de TRONDES aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/2005;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Un remembrement de la propriété foncière et forestière est ordonné à TRONDES.

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE TRONDES :

Section AI : en totalité -

Section ZE : 33 - 65 à 79 -

Section ZE : 47 - 48 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de TRONDES est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

- * interdiction de modifier le tracé ;
- * préserver ou améliorer les ripisylves existantes ;
- * se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau ;
- * prévenir les effondrements de rives et berges, voire y remédier ;
- * préserver les zones humides de fond de vallée

FOSSES

- * tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant
- * le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier et forestier de TRONDES saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de TOUL, le maire de TRONDES, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/579/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE FLEVILLE LIXIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1^{er} Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1^{er} de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de FLEVILLE LIXIERES dans ses séances des 01/07/2005 et 21/10/2005 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 25/08/05 au 08/09/05, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de FLEVILLE LIXIERES ;

VU l'avis du conseil municipal de FLEVILLE LIXIERES et OZERAILLES sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de FLEVILLE LIXIERES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de FLEVILLE LIXIERES aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 02/11/2005 ;

VU l'avis du conseil général en date du 02/12/2005 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

Un remembrement de la propriété foncière est ordonné à FLEVILLE LIXIERES avec extension sur GONDRECOURT AIX, LANTEFONTAINE, LUBEY, MOUAVILLE, OZERAILLES, THUMERVILLE, ANOUX.

ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

TERRITOIRE DE FLEVILLE-LIXIERES :

Section ZA : en totalité -

Section ZB : en totalité -

Section ZC : en totalité -

Section ZD : en totalité -

Section ZE : en totalité -

Section ZH : en totalité -

Section ZI : en totalité -

Section ZK : en totalité -

Section ZL : en totalité -

Section ZM : en totalité -

Section AA : en totalité -

Section A1 : en totalité -

Section C1 : 12 partie - 13 partie - 330 partie -

TERRITOIRE DE GONDRECOURT-AIX :

Section ZE : 8 - 15 -

Section ZI : 26 - 27

TERRITOIRE DE LANTEFONTAINE :

Section ZL : 1 à 7 - 9 à 13 -

TERRITOIRE DE LUBEY :

Section ZA : 42 à 48 -

Section ZD : 1 - 2 partie -

TERRITOIRE DE OZERAILLES :

Section ZB : 10 à 14 - 46 - 49 - 50 - 53 - 54 - 57 - 58 - 61 - 75 -

TERRITOIRE DE THUMEREVILLE :

Section ZH : 8 partie - 9 partie - 25 - 26 partie -

TERRITOIRE DE MOUAVILLE :

Section C : 1 à 7 - 9 - 10 - 78 -

TERRITOIRE DE ANOUX :

Section B : 9 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de FLEVILLE LIXIERES est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

* interdiction de modifier le tracé ;

* préserver ou améliorer les ripisylves existantes ;

* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

* prévenir les effondrements de rives et berges ;

* les zones et prairies humides seront préservées ;

* maintien des haies, bosquets et vergers à privilégier ou replantation en cas d'arrachage ;

* l'accès direct du bétail au cours d'eau sera à éviter ;

FOSSÉS

* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

* le drainage, exclu en zone inondable, devra être accompagné de bassins de rétention ;

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de FLEVILLE LIXIERES saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de FLEVILLE LIXIERES, mesdames ou messieurs les maires de GONDRECOURT-AIX, LANTEFONTAINE, LUBEY, MOUAVILLE, OZERAILLES, THUMEREVILLE, ANOUX, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à Madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

CABINET

**ARRÊTE N° 2006/001/DDE/CAB PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ DE L'EXPLOITATION
DE LA LIGNE N° 1 (SECTEUR GUIDÉ DE VANDOEUVE/VÉLODROME À SAINT-MAX/PLACE BARROIS
ET SECTEUR GUIDÉ DE ROOSEVELT/MOUZIMPRÉ À ESSEY-LES-NANCY)
DU TRAMWAY SUR PNEUS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs, notamment son article 9,
VU la loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002, relative notamment à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport,
VU le décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés,
VU l'arrêté du 23 mai 2003 relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport publics guidés urbains,
VU l'arrêté préfectoral n° 2002/002/DDE/CAB du 07 mars 2002 portant notamment approbation du règlement de sécurité de l'exploitation de la ligne n° 1 (secteur guidé de Vandœuvre/Vélodrome à Saint-Max/Place Barrois et secteur guidé de Roosevelt/ Mouzimpré à Essey-lès-Nancy) du tramway sur pneus de la communauté urbaine du Grand Nancy,
VU les courriers de M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy en date des 21 octobre 2005 et 19 janvier 2006, demandant une modification du règlement de sécurité de l'exploitation, et les documents annexés à la lettre du 21 octobre 2005,
VU l'avis du 31 janvier 2006 du bureau interdépartemental des remontées mécaniques et des transports guidés Nord-Est,
VU l'avis de M. le directeur départemental de l'Équipement du 10 février 2006,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Le règlement de sécurité de l'exploitation de la ligne n° 1 (secteur guidé de Vandœuvre /Vélodrome à Saint-Max / Place Barrois et secteur guidé de Roosevelt / Mouzimpré à Essey-lès-Nancy) du tramway sur pneus de la communauté urbaine du Grand Nancy, approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2002/002/DDE/CAB du 07 mars 2002 susvisé, est remplacé par le règlement de sécurité de l'exploitation annexé au présent arrêté (version n° 2 du 13 janvier 2006).

ARTICLE 2 :

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy, M. le directeur départemental de l'Équipement, M. le directeur de la CONNEX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à M. le directeur régional de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (antenne de Nancy), M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 16 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

**ARRETE 2006/DDE/001/CDER PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA POLICE SUR L'AUTOROUTE A. 31
CONCÉDÉE EN MEURTHE-ET-MOSELLE SUR LA SECTION TOUL - DIJON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code de la route et notamment ses articles R. 4111-8 - R. 411-9 et R. 421-9 ;
Vu le décret du 19 août 1986 paru au Journal Officiel du 3 septembre 1986 et ses avenants approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
Vu la circulaire 97-09 du 14 janvier 1997 ;
Vu l'arrêté inter-préfectoral du 4 décembre 1984 portant réglementation de la police sur la section Toul - Thil Chatel de l'autoroute A. 31 et la section Rolampont (Beau chemin) - Semoutiers de l'autoroute A. 26 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 84/DE/783/INF du 10 janvier 1985 portant réglementation de la police sur l'autoroute A 31 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la convention de concession et le cahier des charges ;
Considérant la nécessité de mettre à jour la réglementation de police sur l'A. 31 concédée ;
A la demande de la Société "Autoroutes Paris Rhin Rhône" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - ABROGATION

L'arrêté préfectoral du 10 janvier 1985 portant réglementation de la police sur l'autoroute A. 31 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

D'une manière générale, sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté prises par des arrêtés antérieurs.

ARTICLE II - CHAMP D'APPLICATION

Les sections, les aires de service et de repos citées ci-dessous sont soumises aux dispositions du Code de la Route et aux textes établis pour leur application.

Sections :

Zone 1 entre les PR 228+500 et 208+722 (limite Vosges)

- L'échangeur de TOUL situé sur le territoire de la commune de TOUL au PR 228+410 est raccordé à la RN 4 côté ouest et à l'A. 31, partie non concédée côté Est.
 - Le diffuseur n° 11 de COLOMBEY-les-BELLES situé sur le territoire de la Commune d'ALLAIN au PR 214+800 est raccordé à la RD 974.
- Zone 2 entre les PR 200+445 (limite Vosges) et 198+415 (limite Vosges)

Aires de service et de repos :

- Aire de service de CHAUDENEY située au PR 232+000 dans le sens DIJON - TOUL sur le territoire de la commune de CHAUDENEY-sur-MOSELLE (implantée dans la partie de l'A. 31 non concédée mais concédée à la SAPRR).
- Aire de service de DOMMARTIN-les-TOUL située au PR 232+000 dans le sens TOUL - DIJON sur le territoire de la commune de DOMMARTIN-les-TOUL (implantée dans la partie de l'A. 31 non concédée mais concédée à la SAPRR)
- Aire de repos de FAVEROSSE située au PR 211+700 dans le sens TOUL - DIJON sur le territoire de la commune de COLOMBEY-les-BELLES.
- Aire de repos de MALVAUX située au PR 211+300 dans le sens DIJON - TOUL sur le territoire de la commune de COLOMBEY-les-BELLES.

ARTICLE III - ACCES

L'accès et la sortie des sections des autoroutes visées ci-dessus ne peuvent s'effectuer que par les chaussées aux extrémités du domaine autoroutier et aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont soit clos par des portails, soit signalés par des panneaux de type B1 (accès ou sens interdit) avec panonceau portant la mention "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues, les agents et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police et de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre l'incendie, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute et des dépanneurs agréés.

Il est interdit à tous les véhicules de stationner au droit des accès ou issues de services, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du domaine autoroutier.

Toutes facilités seront mises en œuvre, au niveau des gares de péages, pour les services de gendarmerie, de police et de secours (sapeurs pompiers, SAMU) afin d'améliorer leurs conditions d'intervention. Ainsi, sur un simple appel téléphonique du poste de commandement autoroutier ou des services de secours, une voie sera réservée, dans toute la mesure du possible, au passage des véhicules ayant activé leur sirène et leur gyrophare, aux gares de péage concernées.

En tout état cause, l'instruction HOFFFEL n° 3/2 du 3 décembre 1980 relative au droit de circulation en franchise de péage devra être respectée.

ARTICLE IV - PEAGE

L'autoroute A. 31 concédée est exploitée en système de péage fermé.

Cette section comporte deux gares de péage :

- la gare de péage en barrière de GYE
- la gare de péage sur le diffuseur de COLOMBEY les BELLES

La perception du péage est effectuée dans les installations des gares sur échangeurs et des gares d'extrémités ou gares en barrière.

Si pour un motif exceptionnel (manifestation, accident ou catastrophe naturelle notamment) une gare de péage ne peut être utilisée, la perception des péages peut être organisée en tout autre point choisi par la société concessionnaire.

A l'approche des gares de péage, les usagers sont invités à

- Ralentir progressivement conformément à la signalisation en place
- S'engager entre les îlots dans un couloir en fonction de l'affectation de ce dernier
- Respecter les hauteurs limites indiquées par les gabarits (voies réservées aux véhicules légers réglant le péage par carte de crédit ou abonnement).

ARTICLE V - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les usagers devront respecter les limitations de vitesse indiquées ci-après :

1° - Limitation de vitesse à la Gare de péage de GYE - PR 225+600 - (Cf - Annexe 1)

- Sens DIJON - TOUL
 - A l'approche de la barrière de péage de GYE, la vitesse s'effectuera de manière dégressive - 110 km/h - 90 km/h puis 70 km/h
- Sens TOUL - DIJON
 - A l'approche de la barrière de péage de GYE, la vitesse s'effectuera de manière dégressive - 110 km/h - 90 km/h puis 70 km/h

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de la plate-forme du péage.

2° - Limitation de vitesse sur le diffuseur n° 11 de COLOMBEY les BELLES au PR 214+800 (Cf - Annexe 2)

- Bretelle d'entrée vers TOUL
 - limitation de vitesse à 50 km/h
- Bretelle de sortie depuis TOUL
 - limitation de vitesse de manière dégressive - 90 km/h - 70 km/h et 50 km/h
- Bretelle d'entrée vers DIJON
 - limitation de vitesse à 50 km/h
- Bretelle de sortie depuis DIJON
 - limitation de vitesse à 90 km/h puis 70 km/h
- Accès RD 974
 - limitation de vitesse à 70 km/h

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de la plate-forme du péage.

3° - Limitation de vitesse sur l'échangeur de TOUL - PR 228+410 - (Cf - Annexe 3)

- Bretelle NANCY - DIJON
 - limitation de vitesse à 110 km/h
- Bretelle de DIJON - NANCY
 - limitation de vitesse à 110 km/h
- Bretelle PARIS - DIJON
 - limitation de vitesse à 90 km/h puis 70 km/h
- Bretelle DIJON - PARIS
 - limitation de vitesse à 110 km/h - 90 km/h puis 70 km/h
- Barrière de GYE - PR 227+200
 - limitation de vitesse à 110 km/h

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de l'échangeur.

4° - Limitation de vitesse sur l'aire de service de CHAUDENEY - PR 232+000 - (Cf - Annexe 3)

- Sens DIJON - NANCY
 - limitation de vitesse à 90 km/h - 70 km/h en entrée d'aire puis 50 km/h en zone piétonne

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de l'aire de service

5° - Limitation de vitesse sur l'aire de service de DOMMARTIN-les-TOUL - PR 232+000 - (Cf - Annexe 3)

- Sens NANCY - DIJON
 - limitation de vitesse à 90 km/h - 70 km/h en entrée d'aire puis 50 km/h en zone piétonne

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de l'aire de service.

6° - Limitation de vitesse sur l'aire de repos de FAVEROSSE - PR 211+700 - (Cf - Annexe 4)

- Sens TOUL - DIJON
 - limitation de vitesse à 90 km/h - 70 km/h en entrée d'aire puis 50 km/h en zone piétonne

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de l'aire de repos.

7° - Limitation de vitesse sur l'aire de repos de MALVAUX - PR 211+300 - (Cf - Annexe 5)

- Sens TOUL - NANCY
 - limitation de vitesse à 90 km/h - 70 km/h en entrée d'aire puis 50 km/h en zone piétonne

En outre, les usagers devront se conformer aux prescriptions indiquées sur les panneaux permanents de prescriptions et de danger, implantés sur les accès de part et d'autre de l'aire de repos.

ARTICLE VI - PRESCRIPTIONS DANS LES ZONES SENSIBLES POUR LES VEHICULES TRACTANT UNE CARAVANE ET POUR LES POIDS LOURDS

- Sens DIJON - TOUL - Zone sensible du PR 214+430 au PR 215+900 (Pente 4 %)
 - limitation de vitesse à 90 km/h pour les Poids Lourds et véhicules tractant une caravane

ARTICLE VII - RESTRICTIONS DE CIRCULATION

1° - Restrictions liées aux chantiers

La circulation au droit des chantiers est réglementée par un arrêté permanent ou un arrêté particulier selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

2° - Restrictions liées au trafic

En fonction des perturbations liées au trafic, un plan de gestion du trafic, des déviations préétablies, des contrôles d'accès aux entrées des diffuseurs pourront être mis en place.

3° - Restrictions liées à la sécurité

En fonction des risques naturels spécifiques (vent violent....) où à l'occasion d'accident ou d'incident, et après concertation entre la société concessionnaire, la gendarmerie ou l'autorité préfectorale des restrictions adaptées à chaque situation pourront être imposées.

4° - Viabilité hivernale

Dans le cadre d'interventions hivernales, des restrictions pourront être imposées. (circulation interdite aux poids lourds pendant la durée de l'opération)

Les poids lourds seront tenus de stationner aux emplacements qui leur seront définis par les forces de police.

Dans le cas de création de convois, ceux-ci seront organisés en vue d'être pilotés par un train de déneigement ; ils comporteront nécessairement un nombre limité de véhicules. Cette mesure pourra, en tant que besoin, être étendue aux véhicules légers.

5° - Gabarit

Certaines voies des gares de péage de la barrière de GYE peuvent être gérées automatiquement par des bornes "cartes magnétiques" ou par le système Télépéage Inter-sociétés. Ces voies sont alors réservées aux véhicules de classe 1 (hauteur inférieure à 2 m et PTAC inférieur ou égal à 3,5 T).

La gare de péage de COLOMBEY les BELLES est télé-exploitée dans une plage horaire définie par Autoroutes Paris Rhin Rhône. En gestion normale ou télé-exploitée, une des deux voies du péage est ouverte au système Télépéage Inter-sociétés. Cette voie est alors réservée aux véhicules de classe 1.

6° - Dépassement

Interdiction aux Poids Lourds de dépasser :

- 1° - Sens DIJON - NANCY - Zone sensible du PR 205+220 au PR 206+580 (Pente 4 %)
 - interdiction aux Poids Lourds de dépasser sur 1200 m
- 2° - Sens TOUL - DIJON - Zone sensible du PR 216+000 au PR 214+250
 - Interdiction aux Poids Lourds de dépasser sur 1800 m

ARTICLE VIII - RÉGIME DE PRIORITÉ

L'autoroute A 31 concédée perd sa priorité aux droits des raccordements suivants :

- Échangeur n° 12
 - L'A. 31 concédée en direction de PARIS perd sa priorité au droit de la RN 4 après une mise à une voie. Elle perd également la priorité au droit du raccordement avec l'A 31 non concédée et la RN 4 en direction de NANCY.
- Diffuseur n° 11 de COLOMBEY-les-BELLES
 - L'A. 31 perd sa priorité au droit de la RD 974.
- Aires de service et de repos
 - Les usagers provenant des aires de service et de repos citées à l'article 2 du présent arrêté et désirant reprendre l'A. 31 devront céder le passage.

ARTICLE IX - ARRÊT ET STATIONNEMENT SUR LES AIRES DE REPOS ET DE SERVICE ET SUR LES PLATES-FORME DE PÉAGE

L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits en dehors des emplacements aménagés à cet effet et notamment sur les voies de circulation, d'accélération, de décélération, d'évitement et sur les accotements.

La durée de stationnement, sur les parkings des aires de repos, de service et des gares de péage, est limitée à 48 heures.

Le camping, les lavages, les vidanges et les nettoyages sont interdits sur l'ensemble des sections visées à l'article 2, à l'exception des espaces qui peuvent y être affectés et pour lesquels une signalisation spécifique conforme à la réglementation en vigueur est apposée.

ARTICLE X - DOMMAGES CAUSÉS AUX INSTALLATIONS

Toute détérioration sur le domaine public autoroutier, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails et accès de service, et équipements des aires, sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R.116-2 du code de la voirie routière.

Le gestionnaire de la voirie est habilité à demander réparation à tout usager responsable d'une détérioration du domaine public.

ARTICLE XI - POSTES TELEPHONIQUES D'APPEL D'URGENCE

Les postes d'appel d'urgence reliés directement à la gendarmerie, par district et secteur, doivent être utilisés prioritairement à tout autre moyen de communication pour demander les secours nécessaires en cas d'accident ou de panne et pour signaler tout incident susceptible de mettre en cause la sécurité des autres usagers, car ils permettent de localiser immédiatement l'appel.

Les usagers ayant besoin de secours peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes en s'efforçant, chaque fois qu'il est possible, de cheminer derrière les glissières de sécurité.

Dans le cas contraire, une circulation à pied, au plus près de la glissière de sécurité ou du bord de la bande d'arrêt d'urgence est recommandée.

ARTICLE XII - ARRÊT EN CAS DE PANNE OU D'ACCIDENT

En cas de panne ou d'accident, tout usager doit se ranger momentanément sur la bande d'arrêt d'urgence au plus près de la glissière de sécurité ou du bord de la bande d'arrêt d'urgence ou de préférence sur une aire de repos ou de service ou un refuge, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de reprendre une progression normale.

Si l'usager ne peut, dans de bonnes conditions de sécurité, faire repartir rapidement par ses propres moyens son véhicule, il doit demander les secours appropriés en utilisant de préférence le réseau d'appel d'urgence (cf article 11). L'usager doit ensuite retourner auprès de son véhicule et se tenir le plus

loin possible de la chaussée en attendant l'arrivée des secours.

Lorsque le réseau d'appel d'urgence est en dérangement, en attendant le passage d'un véhicule de surveillance routière, l'usager doit signaler qu'il est en difficulté, notamment en actionnant les feux de détresse du véhicule ou en laissant soulevé le capot de son moteur.

Les interventions de réparations et de dépannage excédant trente minutes pour les véhicules légers sont interdites sur les bandes d'arrêt d'urgence.

En cas d'intervention d'une durée prévisible supérieure à trente minutes, l'usager devra faire évacuer son véhicule hors de l'autoroute (ou, en cas de nécessité sur une aire de repos ou de service ou un espace spécialement aménagé à cet effet) par un dépanneur agréé.

ARTICLE XIII - DEPANNAGE

Le service de dépannage est organisé sous la responsabilité d'Autoroutes Paris Rhin Rhône.

ARTICLE XIV - DIVERS

Il est interdit à toute personne, sur le domaine autoroutier :

- D'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tout papier, journal, emballage, détritus, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptibles de provoquer des troubles ou des accidents.
- De quêter, de se livrer à une quelconque activité commerciale, publicitaire ou de propagande sans autorisation du gestionnaire de réseau.
- De pratiquer l'auto-stop.

Les animaux introduits sur le réseau par les usagers doivent obligatoirement être tenus en laisse de façon à ne pas divaguer. Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leur propriétaire.

Les animaux errants, sauvages ou domestiques engageant la sécurité des usagers pourront être neutralisés par tout moyen approprié.

ARTICLE XV - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DE LA SECURITE ET DE LA SURVEILLANCE DU TRAFIC

Les forces de l'ordre pourront prendre toute mesure justifiée pour les besoins de la sécurité ou pour les nécessités de l'écoulement du trafic.

ARTICLE XVI -

La signalisation réglementaire correspondant à cet arrêté et à ses cinq annexes sera fournie, mise en place et entretenue par la Société "Autoroutes Paris Rhin Rhône".

ARTICLE XVII -

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur du CRICR de METZ, Monsieur le Directeur de la Mission de Contrôle des Autoroutes à BRON, Monsieur le Président des Autoroutes Paris Rhin Rhône, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président du conseil général, Messieurs les Maires de GEMONVILLE, SELAINCOURT, COLOMBEY-les-BELLES, ALLAIN BAGNEUX, CREZILLES, MOUTROT, GYE et TOUL, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales, et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté (dont ses annexes) sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les établissements de la société, dans les installations annexes et dans les mairies des communes traversées.

NANCY, le 27 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Les annexes 1 à 5 sont consultables auprès des personnes mentionnées dans l'article XVII ci-dessus.

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

ARRETE N° 06 DE 001 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE D'AVILLERS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres en date du 7 novembre 2002 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 11 mars 2005 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 19 avril 2005 et le 19 mai 2005 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur ;

VU la délibération de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres en date du 14 décembre 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale d'AVILLERS qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2 000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/1 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres au nom de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Maire d'AVILLERS et le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 21 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE N° 06 DE 002 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE XIVRY-CIRCOURT
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres en date du 6 mai 2003 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 2 septembre 2005 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 3 octobre 2005 et le 3 novembre 2005 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 23 novembre 2005 ;

VU la délibération de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres en date du 14 décembre 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de XIVRY-CIRCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e,
- un plan du réseau basse tension au 1/2 000^e,
- un plan du réseau haute tension au 1/10 000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/500^e,
- un plan de l'assainissement au 1/500^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres au nom de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Maire de XIVRY-CIROURT et le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 13177 en date du 18 janvier 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du poste HTA/BT Voltaire, rue Voltaire, sur la commune de LONGWY.

Par arrêté préfectoral n° 43487 en date du 18 janvier 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique tarif jaune du magasin LIDL, sur la commune de BEUVILLERS.

Par arrêté préfectoral n° 43704 en date du 18 janvier 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation de 83 logements « Le square Gallé » rue d'Ozerailles, sur la commune d'ESSEY LES NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 43788 en date du 18 janvier 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement du lotissement « Le Pré du Colombier » de 54 parcelles desservi par la rue de la Liberté et la rue Jean Mermoz, sur la commune de CHANTEHEUX.

Par arrêté préfectoral n° 54215 en date du 16 février 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement des réseaux électrique HTA et BTA, sur la commune de BAGNEUX.

Par arrêté préfectoral (dossier du 23 novembre 2005) en date du 16 février 2006, la commune de PONT A MOUSSON a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux secs RN 57 et avenue du général Leclerc, sur la commune de PONT A MOUSSON.

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

Sur la proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1 :

L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1804	BADMINTON CLUB DE LUNEVILLE Maison des associations 64, rue de Viller 54300 LUNEVILLE	BADMINTON
54 S 1805	ASSOCIATION SPORTIVE BADMINTON PONT A MOUSSON Salle Bernard Guy Avenue Guynemer 54700 PONT A MOUSSON	BADMINTON
54 S 1806	ASSOCIATION SHOW DANCE Ecole Pasteur 7, rue Pasteur 54220 MALZEVILLE	DANSE
54 S 1807	ASSOCIATION LES SENIORS DE PULNOY Mairie 2, chemin du Tir 54425 PULNOY	F.F.E.P.G.V.
54 S 1808	PLONGEE UNIVERSITE CLUB DE NANCY « LE PETIT MARLIN » SIUAP 1 bis, boulevard Albert 1 ^{er} 54000 NANCY	ETUDES ET SPORTS SOUS MARINS
54 S 1809	FOOTBALL CLUB RICHARDMENIL FLAVIGNY MEREVILLE MESSEIN Mairie 68, rue de Nancy 54630 RICHARDMENIL	FOOTBALL
54 S 1810	HANDBALL CLUB NANCY SLUC cité des sports Nancy-Thermal 43, rue du sergent Blandan 54000 NANCY	HANDBALL
54 S 1811	ASSOCIATION TOMBLAINE SPORTS LOISIRS Espace Jean Jaurès 3, avenue de la Paix 54510 TOMBLAINE	GYMNASTIQUE UFOLEP
54 S 1812	KARATE CLUB DE CRUSNES 36, 2 ^{ème} Avenue 54680 CRUSNES	KARATE
54 S 1813	ASSOCIATION RANDO DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH Mairie 54380 DIEULOUARD	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1814	ASSOCIATION CAPRANDO ATOUS 54 (CAPRA54) 21, rue Victor Hugo 54000 NANCY	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1815	P.S.V. RANDO Mairie 35-37, rue Jean Jaurès 54550 PONT SAINT VINCENT	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1816	ASSOCIATION QUAD AVENIR 54 Chez M. Joël HARBOIS 19, rue du Pont 54200 BICQUELEY	UFOLEP
54 S 1817	COMITE DEPARTEMENTAL DE GOLF DE MEURTHE ET MOSELLE Golf Club de Nancy Chemin du Golf 54460 AINGERAY	GOLF
54 S 1818	WELL TENNIS CLUB 113, boulevard Emile Zola 54520 LAXOU	TENNIS
54 S 1819	PLONGEE SOUS MARINE 54 50, rue de la Côte 54000 NANCY	ETUDES ET SPORTS SOUS MARINS
54 S 1820	COS VILLERS FOOTBALL Hôtel de Ville Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	FOOTBALL

54 S 1821	HORIZON CHEVAL NATURE 8, rue de la Gare 54850 MESSEIN	EQUITATION
54 S 1822	COMITE DEPARTEMENTAL DES OFFICES MUNICIPAUX DU SPORT DE MEURTHE ET MOSELLE Cité des Sports 43, rue du Sergent Blandan 54000 NANCY	F.N.O.M.S.
54 S 1823	SPORT FORM ATHLETIQUE 23, rue du Brocard 54600 VILLERS LES NANCY	HALTEROPHILIE

Article 2 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT

54 S 29 du 23 octobre 1970	OMNISPORTS FROUARD-POMPEY 4, rue de la Salle 54390 FROUARD	BADMINTON
----------------------------	--	-----------

Article 3 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT

54 S 296 du 20 mai 1980 nouveau titre	G.V. CREPS ASSOCIATION GYMNASTIQUE VOLONTAIRE D'ESSEY LES NANCY Mairie 54270 ESSEY LES NANCY	F.F.E.P.G.V.
54 S 238 du 20 mai 1980 nouveau titre	GYM VOLONTAIRE 3 ^{ème} AGE GYMNASTIQUE EQUILIBRE TONUS Maison des Associations 10, rue Kennedy (Haut Rivage) 54130 SAINT MAX	F.F.E.P.G.V.
54 S 489 du 02 mai 1981 nouveau titre	ENTENTE SPORTIVE DE LANTEFONTAINE ETOILE SPORTIVE DE LANTEFONTAINE Mairie 54150 LANTEFONTAINE	FOOTBALL
54 S 304 du 20 mai 1980 nouveau titre	CLUB DE NATATION DE PONT A MOUSSON ET DU DISTRICT PIRANHAS MUSSIPONTAINS Piscine Communautaire du pays de Pont à Mousson Rue Robert Schuman 54700 PONT A MOUSSON	NATATION

Article 4 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS

54 S 1636 du 21 septembre 2000	(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération) ASSOCIATION SPORTIVE MESSEIN 16, rue des Noires Terres 54850 MESSEIN	FOOTBALL
54 S 770 du 19 avril 1984	FOOTBALL CLUB RICHARDMENIL, FLAVIGNY MEREVILLE Mairie - 68, rue de Nancy 54630 RICHARDMENIL	FOOTBALL
54 S 1262 du 08 août 1991	GYMNASTIQUE RYTHMIQUE D'HERSERANGE Hôtel de Ville 54440 HERSERANGE	GYMNASTIQUE
54 S 1623 du 19 janvier 2000	TENNIS CLUB DE COLOMBEY Mairie 54170 COLOMBEY LES BELLES	TENNIS
54 S 1665 du 19 février 2001	ASSOCIATION EQUESTRE DE MAIRY 40, Grand'Rue 54150 MAIRY	UFOLEP

Article 5 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à NANCY, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

AFFAIRES DEPARTEMENTALES

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d' agrément au sein du Conseil Départemental de l'Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d' Agréments J.E.P. en sa séance du 17 janvier 2006,

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2004 portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,
SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d' Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants :

- **Foyer Rural Association Culture Loisir Environnement du Foyer de Pulligny (ACLEF)**
Mairie
2, Place du Jet d'Eau
54160 PULLIGNY n° 54-2334
- **Foyer Rural**
5, Grande Rue
54370 XURES n° 54-2335
- **Foyer Rural**
Mairie
54290 SAINT-GERMAIN n° 54-2336
- **Foyer Rural**
52, Grande Rue
54800 HANNONVILLE-SUZEMONT n° 54-2337
- **Foyer Rural**
Mairie-Ecole
17, rue de Nancy
54610 RAUCOURT n° 54-2338
- **Foyer Rural**
Mairie
54800 ALLAMONT n° 54-2339
- **Foyer Rural**
Mairie
9, rue Saint Martin Cidex 1506
54170 SAULXURES-les-VANNES n° 54-2340
- **Foyer Rural**
Mairie
54160 FROLOIS n° 54-2341
- **Foyer Rural**
Rue de Bainville
54740 LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON n° 54-2342
- **Foyer Rural**
Rue Maurice Barrès
54830 GERBEVILLER n° 54-2343
- **Foyer Rural**
Cercle Culturel Artistique et Sportif (CCAS)
54330 OMELMONT n° 54-2344
- **Foyer Rural**
2, rue de l'Olivette
54115 PULNEY n° 54-2345
- **Foyer Rural les Cochènes**
Mairie
54210 BURTHECOURT-AUX-CHENES n° 54-2346
- **Foyer Rural**
Mairie
51, rue de Verdun
54800 JEANDELIZE n° 54-2347
- **Foyer Rural**
Rue Marcel André
54200 CHOLOY MENILLOT n° 54-2348
- **Foyer Rural Sébastien Bottin**
2, rue de l'Atré
54115 GRIMONVILLER n° 54-2349
- **Foyer Rural ASCA**
Mairie
1, Place de la Mairie
54115 VANDELEVILLE n° 54-2350
- **Foyer Rural de Arracourt**
Mairie
10, Grande Rue
54370 ARRACOURT n° 54-2351

- **Foyer Rural de Selaincourt**
Mairie
11, rue de l'Eglise
54170 SELAINCOURT n° 54-2352
- **F.O.L. F.E.P. Vaux-Warnimont**
22, rue d'Alsace
54400 VAUX-WARNIMONT n° 54-2353
- **Foyer Rural de Sommerviller**
22, rue de Lorraine
54110 SOMMERVILLER n° 54-2354
- **F.O.L. F.E.P. Le Couarail**
10, rue de l'Eglise
54150 FLEVILLE LIXIERES n° 54-2355
- **M.J.C.**
Mairie
Rue l'Abbé l'Enfant
54115 FAVIERES n° 54-2356
- **M.J.C.**
Mairie
7, Grande Rue
54330 HOUELMONT n° 54-2357
- **Association Rencontres Musicales en Lorraine**
7/11, rue de Saint-Lambert
54000 NANCY n° 54-2358
- **Festival International de Chant Choral**
3, rue de la Foucotte
54000 NANCY n° 54-2359
- **Association Champey Loisir Animation**
6 bis chemin de Saussures
54700 CHAMPEY SUR MOSELLE n° 54-2360
- **Association Des Bruits de Casseroles**
Maison Eclésièrè n° 4
Bois de Grève
54850 MESSEIN n° 54-2361
- **Association d'Assistants Maternelles les Coccinelles**
155, rue de Bruxelles
54700 PONT A MOUSSON n° 54-2362
- **Association Régionale de développement de la Musique, de la Danse et du Théâtre**
Abbaye des Prémontrés BP 83
54704 PONT-A-MOUSSON CEDEX n° 54-2363
- **Association Musique et Chants en Pays du Sanon**
Mairie
5, rue Karquel
54370 EINVILLE-AU-JARD n° 54-2364
- **Association Sportive et Culturelle de Chantonel**
Place de l'Hôtel de Ville
54210 TONNOY n° 54-2365
- **Association Loisirs et Rencontres**
Mairie
Grand'Rue
54180 HEILLECOURT n° 54-2366
- **Association des Parents d'Elèves de l'Ecole de Lunéville**
3 Impasse Bony
54300 LUNEVILLE n° 54-2367
- **Photo Club de Saulnes**
7, rue Rougeleck
54650 SAULNES n° 54-2368
- **ARK EN CIEL**
Rue d'Italie Bâtiment les Aigles - BP 203
54500 VANDOEUVRE n° 54-2369
- **Chœur Nancy Ducale**
12, rue Grand Pré
54425 PULNOY n° 54-2370
- **F.O.L. Association Sport Loisir Education « Les Amis de l'Ecole »**
24, Grande Rue
54114 JEANDELAINCOURT n° 54-2371
- **F.O.L. Tomblaine Sports Loisirs**
Espace Jean Jaurès
3, avenue de la Paix
54510 TOMBLAINE n° 54-2372

- F.O.L. Association Tempo
Espace Jean Jaurès
3, avenue de la Paix
54510 TOMBLAINE

n° 54-2373

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANCY, le 17 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d' agrément au sein du Conseil Départemental de l' Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d' Agréments J.E.P. en sa séance du 17 janvier 2006,

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2004 portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle agréées comme associations de Jeunesse et d' Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants se voient retirer ce numéro :

Associations renouvelées (n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation)

- | | | |
|--|-----------|--------------|
| - Association Loisirs et Rencontres
Mairie
Grand'Rue
54180 HEILLECOURT | n° 54-513 | A 09/01/1991 |
| - Association des Parents d'Elèves de l'Ecole de Lunéville
3 Impasse Bony
54300 LUNEVILLE | n° 54-330 | A 09/12/1985 |
| - Photo Club de Saulnes
7, rue Rougeleek
54650 SAULNES | n° 54-612 | A 03/06/1993 |
| - ARK EN CIEL
Rue d'Italie Bâtiment les Aigles - BP 203
54500 VANDOEUVRE | n° 54-562 | A 09/06/1993 |
| - Chœur Nancy Ducale
12, rue Grand Pré
54425 PULNOY | n° 54-007 | A 01/01/1967 |
| - F.O.L. Association Sport Loisir Education « Les Amis de l'Ecole »
24, Grande Rue
54114 JEANDELAINCOURT | n° 54-622 | A 21/01/1996 |
| - F.O.L. Tomblaine Sports Loisirs
Espace Jean Jaurès
3, avenue de la Paix
54510 TOMBLAINE | n° 54-628 | A 21/10/1996 |
| - F.O.L. Association Tempo
Espace Jean Jaurès
3, avenue de la Paix
54510 TOMBLAINE | n° 54-597 | A 22/09/1995 |

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANCY, le 17 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

RESEAU FERRE DE FRANCE

DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 1^{er} octobre 2005 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 mars 2004 portant organisation de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de directeur régional pour les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ;

Vu la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature au Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

Vu l'attestation en date du 04/11/2005 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DECIDE

ARTICLE 1^{er}

Le terrain sis à NANCY (54) Lieu-dit Place de la République sur la parcelle cadastrée BZ 114p 116 p 117 p pour une superficie de 1086 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à STRASBOURG, le 8 novembre 2005

Pour le Président et par délégation,

Philippe LAUMIN,

Directeur Régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne.

- (1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à la direction régionale Alsace Lorraine de Réseau Ferré de France, 15, rue des Francs-Bourgeois, 67082 Strasbourg Cedex ou bien à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY, 14 Viaduc J-F Kennedy 54052 NANCY CEDEX.

DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 1^{er} octobre 2005 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 mars 2004 portant organisation de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de directeur régional pour les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ;

Vu la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature au Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

Vu l'attestation en date du 04/11/2005 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

DECIDE

ARTICLE 1^{er}

Le terrain sis à Nancy (54) Lieu-dit Place Thiers sur la parcelle cadastrée BY 438p pour une superficie de 501 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à STRASBOURG, le 8 novembre 2005

Pour le Président et par délégation,

Philippe LAUMIN,

Directeur Régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne.

- (1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à la direction régionale Alsace Lorraine de Réseau Ferré de France, 15, rue des Francs-Bourgeois, 67082 Strasbourg Cedex ou bien à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY, 14 Viaduc J-F Kennedy 54052 NANCY CEDEX.

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE S.G.A.R. N° 2006-49 EN DATE DU 27 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST

PREFET DE LA MOSELLE

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L 215-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

Vu le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la C.G.T.

Titulaires : M. Jean PIERREL

M. Francis ROY

- Suppléants : Melle Ghislaine STEPHANN
Mme Sylvette DUFILS née POCHET
- la CGT-FO
 - Titulaires : M. André PENAUD
M. Jacky BOYÉ
 - Suppléants : M. Daniel BOURET
M. Roger ZONCA
 - la CFDT
 - Titulaires : M. Hubert ATTENONT
M. Gérard ROBINET
 - Suppléants : M. Patrick DELICOURT
M. Jean-François MEURVILLE
 - la CFTC
 - Titulaire : Melle Caroline TYKOCZINSKY
 - Suppléant : M. Christian BIRON
 - la CFE - CGC
 - Titulaire : M. Jean-Marie VARIOT
 - Suppléant : M. Roger VIOLETTI
 - En tant que représentants des employeurs :
 - sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :
 - Titulaire : M. Jean-Pierre CASTELLO
M. Hubert CHAZELLE
M. Jean-François CULOT
M. Philippe PERRIN
 - Suppléant : Mme Danielle DUBOIS
M. Alain REGAD
M. Grégoire MERMET
 - sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :
 - Titulaire : M. Yann OLLIVIER
Mme Chantal CHABREYROU
 - Suppléant : M. Jean-Claude SCHOSSELER
M. Julien CHEVRY
 - sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale :
 - Titulaires : M. Robert BUGUET
M. André POIREL
 - Suppléants : M. Michel GERAULD
M. Jean-François PETIT
 - En tant que représentants de la Fédération nationale de la mutualité française :
 - Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA
 - Suppléant : M. André DELABAERE
 - En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :
 - Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ
Mme Jacqueline CHATEAU
Mme Joelle BACH
Mme Isabelle SALCIARINI
 - En tant que représentants des associations familiales sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse :
 - Titulaire : Mme Catherine DANET
 - Suppléant : M. Daniel D'HIVER

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2005-280 du 29 juin 2005 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à METZ, le 27 janvier 2006

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL AUTORISANT L'ADHÉSION DES COMMUNES DE BECHAMPS ET MARS-LA-TOUR AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU SOIRON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants et L.5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 1931 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU la délibération en date du 5 avril 2005 du comité du syndicat intercommunal des eaux du Soiron proposant l'adhésion des communes de BECHAMPS et de MARS-LA-TOUR au syndicat ;

VU la délibération en date du 30 juin 2005 du conseil municipal de BECHAMPS acceptant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU la délibération en date du 3 juin 2005 du conseil municipal de MARS-LA-TOUR acceptant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU les délibérations des communes membres, à savoir :

Avis favorable :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 21 mai 2005,
AUBOUÉ en date du 23 mai 2005,
BATILLY en date du 16 mai 2005,
BONCOURT en date du 4 mai 2005,
BRAINVILLE en date du 13 mai 2005,
BRUVILLE en date du 28 avril 2005,
CHAMBLEY-BUSSIERES en date du 18 avril 2005,
CHAREY en date du 23 mai 2005,
DAMPVITOUX en date du 3 juin 2005,
DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE en date du 23 mai 2005,
DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 11 avril 2005,
FLEVILLE-LIXIERES en date du 19 mai 2005,
FRIAUVILLE en date du 9 mai 2005,
GIRAUMONT en date du 9 mai 2005,
HAGEVILLE en date du 19 mai 2005,
HANNONVILLE-SUZEMONT en date du 23 mai 2005,
HATRIZE en date du 2 mai 2005,
JEANDELIZE en date du 22 avril 2005,
JOUAVILLE en date du 9 mai 2005,
LABRY en date du 15 avril 2005,
MOUAVILLE en date du 13 mai 2005,
OLLEY en date du 23 mai 2005,
OZERAILLES en date du 13 mai 2005,
PUXE en date du 28 avril 2005,
REMBERCOURT-SUR-MAD en date du 10 juin 2005,
SAINT-AIL en date du 22 avril 2005,
SAINT-JULIEN-LES-GORZE en date du 16 mai 2005,
SAINT-MARCEL en date du 15 juin 2005,
SPONVILLE en date du 2 mai 2005,
VILLE-SUR-YRON en date du 13 mai 2005,
WAVILLE en date du 23 mai 2005,
XONVILLE en date du 2 mai 2005 ;

Avis défavorable :

THUMEREVILLE en date du 9 mai 2005 ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de TOUL en date du 13 juillet 2005 ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de COMMERCY en date du 27 décembre 2005 ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 28 décembre 2005 ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 4 janvier 2006 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des EPCI et communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1ER : L'adhésion des communes de BECHAMPS (Meurthe-et-Moselle) et de MARS-LA-TOUR (Meurthe-et-Moselle) au syndicat intercommunal des eaux du Soiron est autorisée.

La commune de BECHAMPS sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

La commune de MARS-LA-TOUR sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, de COMMERCY, de TOUL et de VERDUN, et le président du syndicat intercommunal des eaux du Soiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président et aux maires des EPCI et communes intéressés et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 22 février 2006

BAR-LE-DUC, le 2 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le Préfet,
Michel LAFON

